



« Maintenir l'avantage canadien »

Allocution à la Conférence sur le pétrole et l'argent

L'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.

**Premier vice-président à la direction et vice-président du conseil,
Banque CIBC**

Londres (Royaume-Uni)

Mardi le 1^{er} octobre 2013

Priorité au discours prononcé

Bonjour. Je suis heureux, au nom de mes collègues de la Banque CIBC, d'avoir l'occasion de vous adresser la parole aujourd'hui au sujet de la situation particulière dans laquelle le Canada se trouve actuellement dans le secteur de l'énergie – les forces à l'œuvre, les difficultés qui ont surgi et les possibilités qui garantiront la croissance future et le succès à long terme du secteur pétrolier et gazier du Canada.

Toute analyse des perspectives du Canada dans l'énergie doit reconnaître qu'il part d'une position de force. Il y a après tout une bonne raison pour laquelle cette conférence porte sur l'argent et le pétrole – personne n'a encore trouvé de substitut à l'argent et on n'en a pas trouvé non plus pour le pétrole.

Les hydrocarbures prédominent et continueront de dominer dans le domaine énergétique, et ce en dépit des progrès réalisés dans les sources d'énergie de remplacement. Le Canada se classe au troisième rang mondial des réserves de pétrole – environ 174 milliards de barils tout compte fait, ce qui représente plus de la moitié des réserves de pétrole mondiales disponibles pour investissements.

Le Canada dispose aussi d'un autre avantage : la stabilité. Le monde regorge de gaz naturel et, aidé des avancements technologiques, des réserves de pétrole respectables, à ce qu'il paraît. Cependant, une part considérable de cette offre se trouve à l'intérieur des frontières de pays qui sont activement placés sous embargo ou que certains considéreraient comme étant politiquement ou socialement instables.

Le contexte au Canada est favorable aux affaires, sa réglementation est juste et prévisible et ses principes commerciaux fondés sur le marché. En fait, sa capacité à remplir ses obligations contractuelles sur une période de 25 ans ou plus – sans interruption pour des raisons d'ordre politique ou juridique, ou à cause de conflits territoriaux – constitue l'une des principales raisons pour lesquelles le Canada est en mesure de se lancer dans le GNL sur une grande échelle.

Cela dit, le Canada se heurte actuellement à une difficulté de taille dans le secteur énergétique : l'accès au marché. C'est un problème que le Canada doit affronter et surmonter s'il veut passer, avec succès, de son rôle de producteur continental à celui de véritable fournisseur mondial à long terme.

C'est ce à quoi j'accorderai une importance particulière dans mon allocution d'aujourd'hui.

Pendant des dizaines d'années, le Canada a vendu presque tout son pétrole et une grande partie de son gaz à un seul client : aux États-Unis. Cette relation a été – et reste – mutuellement avantageuse, mais elle a pris de nouvelles dimensions et nuances lorsque les États-Unis ont augmenté leur production de pétrole, se sont imposés comme exportateur de gaz et se sont mis à critiquer les performances environnementales des sables bitumineux.

Au cours des cinq prochaines années à peu près, même s'il continue d'approvisionner l'Amérique comme son principal marché, le Canada doit absolument modifier sa façon de penser et faire correspondre ses ressources énergétiques avec les besoins des marchés en croissance d'Asie-Pacifique comme deuxième marché.

Il doit urgemment entreprendre la dure tâche de se réorienter pour satisfaire la demande de demain, et il doit le faire dans un contexte dans lequel d'autres pays sont tout aussi déterminés à approvisionner ces marchés en pétrole et gaz.

Pour réussir, le Canada doit se concentrer sur trois importants objectifs stratégiques, notamment :

- Donner une dimension plus internationale à ses ambitions en se garantissant des relations commerciales avec de nouveaux partenaires, surtout en Asie-Pacifique.
- Faire des investissements dans le développement de l'infrastructure nécessaire pour exporter efficacement du pétrole et du gaz aussi bien sur le continent que dans le reste du monde.
- Faire en sorte d'établir un régime attrayant pour les investissements étrangers, y compris de sociétés d'État, dans le secteur énergétique.

Commençons par le commerce.

Le Canada est le huitième pays exportateur du monde, et le septième importateur. Le Canada est une nation commerçante, et il l'a toujours été. Le commerce représente près des deux tiers de l'économie totale du Canada et les exportations comptent pour un tiers de son PIB. Les Canadiens savent de première main et de longue expérience l'importance des contacts avec le monde. Ils devraient tout au moins le savoir.

Lorsqu'on en vient à l'énergie, cependant, le Canada ne prête pas suffisamment attention à ses intérêts futurs. Malgré ce que pensent certains, il n'est pas aussi simple que cela de transporter du pétrole à la côte pacifique et de l'embarquer à bord d'un pétrolier. C'est un monde extrêmement compétitif. Il faut nouer des relations. Il faut entamer des négociations et les mener à bon terme. Il faut faire avancer un programme commercial de l'énergie.

Je ne m'arrêterai pas aujourd'hui sur les critiques dont le gouvernement canadien a fait l'objet pour ne pas avoir signé des accords commerciaux bilatéraux avec les principaux marchés émergents en Asie.

Je ferai tout simplement remarquer que ces accords commerciaux sont importants. Je l'ai appris durant mon passage en Colombie. Nos deux pays ont signé un accord

de libre-échange qui s'est traduit en peu de temps par des occasions d'affaires exceptionnelles pour les entreprises canadiennes dans l'infrastructure pétrolière et gazière. En fait, le Canada est maintenant un important investisseur étranger en Colombie et les investissements directs canadiens dans ce pays ont plus que doublé entre 2009 et 2012.

Le point à retenir, c'est que les relations sont importantes même lorsqu'il s'agit d'un produit aussi fongible que le pétrole. Les accords commerciaux sont à la base de ces relations. Les missions commerciales – organisées par le gouvernement ou le secteur privé – sont aussi importantes parce qu'elles aident à approfondir ces relations. Dans des endroits tels que Pékin, Kuala Lumpur, Singapour, Bangkok et Tokyo, les efforts et la visibilité du gouvernement et du secteur privé sont importants. Ils font une différence.

Le dialogue et les engagements intergouvernementaux – même si ce ne sont que des engagements symboliques – sont aussi importants. Cela est particulièrement vrai des gouvernements dans les économies de marchés émergents qui sont plus collectivistes que le nôtre.

Les ministres Fast et Baird du gouvernement canadien comprennent cette nécessité absolue et ils se penchent là-dessus. Nos concurrents, cependant, ne restent pas les bras croisés.

La Russie et la Chine en sont peut-être les exemples les plus évidents, ayant conclu des engagements à l'exportation bien précis liés au pétrole et au gaz naturel. Il semble que les États-Unis le comprennent également. Ils se sont lancés dans l'exportation du gaz naturel largement en conséquence de pressions diplomatiques et de négociations avec le Japon.

Partout dans le monde, d'autres pays cultivent leurs relations et leurs intérêts commerciaux dans le jeu d'échecs géopolitique le plus important – l'avenir de l'énergie. Le Canada, cependant, n'avance pas au même rythme. Cela présente un véritable problème, car l'augmentation de la demande de pétrole après 2020 aura lieu hors d'Amérique du Nord et hors de l'Union européenne.

Maintenant que le Canada se prépare à se libérer de sa dépendance envers les États-Unis, il doit s'efforcer d'avoir une orientation plus internationale et plus investie dans ses relations. Le Japon, la Chine et l'Inde en sont les exemples les plus évidents.

Le monde est en train de se pencher davantage vers les marchés émergents. Le Canada doit se pencher dans le même sens. Le véritable potentiel du pays dans le pétrole et le gaz ne sera libéré que s'il participe pleinement, activement et énergiquement dans les régions les plus dynamiques de l'économie mondiale.

La deuxième nécessité absolue est le développement de l'infrastructure – pipelines, ports et terminaux.

Le contexte est important dans ce cas-là. Le Canada produit de nos jours plus de trois millions de barils de pétrole par jour – dont 55 pour cent dans les sables bitumineux. La production quotidienne augmente de 200 000 barils environ par année. Selon les conjectures que nous sommes prêts à faire au sujet du rythme de l'expansion des sables bitumineux, la production quotidienne nationale pourrait atteindre six millions de barils par jour d'ici à 2030.

Les projets dans les sables bitumineux du Canada sont fondamentalement différents de la plupart des autres projets d'exploration et d'exploitation dans le monde de l'énergie. Ce sont des entreprises de grande envergure qui exigent des investissements initiaux considérables, ce qui explique en partie pourquoi ces opérations ont été restreintes à quelques-unes des plus importantes sociétés énergétiques du monde. Il faut des années d'efforts et des milliards de dollars pour extraire un baril de pétrole du sol. Cependant, lorsque ces projets sont en production, ils fonctionnent comme une rente pendant 30 ans ou 50 ans.

Leur envergure et leur échelle sont une source d'émerveillement. Le projet des sables bitumineux de Kearl – qui est en train d'être développé conjointement par Exxon Mobil et la Compagnie Pétrolière Impériale – exigera jusqu'à 5 000 travailleurs au plus fort de l'activité. Rien que les deux premières phases de son exploitation coûteront plus de 20 milliards de dollars au cours des prochaines années. C'est un projet dont l'exploitation vaut ces investissements en capital et en main-d'œuvre parce qu'on estime qu'il renferme environ 4,6 milliards de barils de ressources récupérables. Et ce n'est qu'un seul projet dans l'Athabasca dans le nord de l'Alberta, six fois plus vaste que la *Strategic Petroleum Reserve* des États-Unis.

Pas trop loin, Suncor est en train d'exploiter son projet de Fort Hills qui est censé renfermer plus de trois milliards de barils de bitume. Les besoins initiaux en capital dépasseront deux milliards de dollars l'an prochain et l'année d'après et l'année d'après. À partir de 2017, cependant, Suncor pourra compter sur une ressource qui rapportera un flux de trésorerie d'un milliard de dollars ou plus par année jusqu'en 2050. L'industrie pétrolière ne mettra sans doute pas la main de sitôt sur une ressource qui produit avec le genre de précision, de régularité et de fiabilité à long terme d'une installation manufacturière.

Le système de propriété dans les sables bitumineux a été rationalisé au cours des dernières années. Bien qu'il y ait davantage de terrains sur le marché que nous le constatons d'ordinaire, cette situation se résoudra et les prix ont commencé à s'établir à des niveaux plus raisonnables. Je crois pouvoir dire que certaines sociétés se sont lancées dans les sables bitumineux sans vraiment comprendre toute l'intensité des investissements en capital qui seraient nécessaires.

Cependant, la construction, les investissements et la production avancent rapidement dans les sables bitumineux. Les solides entreprises qui y exercent leurs opérations sont encore solides, et elles y sont encore. Un simple calcul nous prouve que les sables bitumineux seront un élément de plus en plus important du marché pendant des dizaines d'années à venir.

Et c'est ce qui est à la source du défi à long terme. Il manque tout simplement au Canada l'infrastructure d'oléoducs nécessaire pour répondre à la croissance prévue de la production au-delà de 2020. Des oléoducs sont nécessaires dans pratiquement toutes les directions et, pour le moment, la seule solution est de transporter davantage de pétrole dans des wagons.

Ce n'est qu'un seul aspect des problèmes au chapitre de l'infrastructure. Il y en a trois autres que je voudrais signaler :

- Tout d'abord, il n'y a pas d'important terminal de GNL en construction au Canada chaque mois qui passe, nous restons davantage à la traîne des Américains et d'autres concurrents.
- Deuxièmement, les discussions avec les États-Unis au sujet de l'oléoduc proposé Keystone XL continuent de traîner et les questions environnementales sont au cœur de l'impasse. Cela prouve encore une fois jusqu'à quel point les relations au chapitre de l'énergie sont compliquées entre le Canada et les États-Unis de plus en plus enhardis et de plus en plus autosuffisants sur le plan énergétique.
- Troisièmement, le Northern Gateway, l'important oléoduc proposé qui acheminerait la production des sables bitumineux aux ports en eaux profondes de la côte ouest du Canada, bute sur une sérieuse opposition.

À dire vrai, peu de personnes ont prédit, même il y a cinq ans, cette difficulté au chapitre de l'infrastructure. En tant que pays, nous étions satisfaits et contents des relations bien rodées et bien établies que nous entretenions avec les États-Unis. L'opinion générale voulait que l'indépendance énergétique des États-Unis soit chimérique et qu'au mieux la production de pétrole y stagne probablement. Même s'il s'est réveillé à la nouvelle réalité, le Canada a fait très peu de progrès concrets vers la résolution du problème de l'infrastructure. En tant que pays et en tant que secteur, nous devons faire mieux.

Au cours des prochains mois, notre organisme national de réglementation de l'énergie rendra sa décision sur la demande d'Enbridge de construire son Northern Gateway. L'oléoduc Northern Gateway transporterait plus d'un demi-million de barils de pétrole par jour. Il donnerait au Canada la possibilité de se créer une tête de pont dans les marchés d'Asie-Pacifique et permettrait aux entreprises actives dans les sables bitumineux d'augmenter leur production sans se heurter aux problèmes relatifs à la capacité de transport des oléoducs.

Mais l'oléoduc Northern Gateway proposé a attiré l'opposition des environnementalistes, des autochtones et d'autres. Enbridge s'est débattu jusqu'à présent pour obtenir le permis social qui lui permettrait de poursuivre la construction de ce projet. La décision de l'organisme de réglementation se traduira par une période de six à huit mois pendant laquelle l'avenir du projet – et la capacité à court terme du Canada d'acheminer son pétrole aux marchés mondiaux dans le bassin Asie-Pacifique – seront décidés.

Il faut dire qu'aucune décision relative à un projet quelconque ne peut faire le succès du secteur pétrolier et gazier du Canada ou l'anéantir. Cependant, ces difficultés au chapitre de l'infrastructure ont indéniablement assombri les perspectives de ce secteur. À plus long terme, l'accès à la côte ouest est essentiel à la prospérité éventuelle de ce secteur. Que cela survienne au cours des prochaines années ou à plus long terme, je suis optimiste et je crois que le Canada saura aborder et relever les défis que pose son infrastructure.

Cela me mène au troisième et dernier objectif crucial que le Canada doit atteindre au cours des cinq prochaines années : l'encouragement continu des investissements étrangers.

Les faits parlent d'eux-mêmes : le secteur pétrolier et gazier représente 6,5 pour cent du PIB du Canada et plus de 15 pour cent de ses exportations. Il emploie, directement ou indirectement, plus d'un demi-million de personnes. Il est essentiel au bien-être économique du Canada et il a été la locomotive de la croissance de nos marchés financiers et du travail au cours des 15 dernières années.

Pour que ce secteur continue de prospérer, le Canada a besoin que les investissements étrangers continuent tout simplement parce que nos ambitions et nos ressources sont au-delà du capital disponible au Canada. Le monde a été, en général, satisfait de les fournir. Au cours des cinq dernières années, les investissements directs étrangers représentaient au total 26 pour cent des capitaux injectés dans des projets énergétiques au Canada au moyen d'opérations de fusions-acquisitions.

Il y a cependant des signes préoccupants. Vers la fin de 2012, le gouvernement canadien a émis une nouvelle politique concernant les investissements par des sociétés d'État dans le secteur des ressources. Cette politique était une mise à jour et une extension de celle que j'avais introduite plusieurs années auparavant lorsque j'étais ministre de l'Industrie. L'objectif était d'appuyer l'approche du Canada au commerce au moyen d'une politique musclée qui empêcherait qu'on en abuse.

Depuis lors, cependant, les chiffres nous disent que le montant des investissements étrangers dans l'énergie canadienne a diminué de manière spectaculaire. Il est en baisse de 92 pour cent cette année, à 2 milliards de dollars comparativement à 27 milliards au cours de la même période en 2012.

Les opérations de fusions-acquisitions sont elles aussi en deçà de leurs niveaux historiques – tout juste 8 milliards de dollars jusqu'à présent en 2013 comparativement à 66 milliards en 2012.

Le financement des entreprises énergétiques canadiennes, autres que les grandes sociétés pétrolières dans les sables bitumineux, a aussi considérablement diminué. De nombreux terrains sont en vente au Canada, et il y a plus de vendeurs que d'acheteurs. Les émissions d'actions dans le pétrole et le gaz ont diminué de 43 pour cent en 2013 en comparaison de la même période il y a un an.

Ce qui est encore plus préoccupant, c'est que les investissements des sociétés d'État chinoises dans le secteur pétrolier et gazier du Canada, qui s'élevaient au total à 33 milliards de dollars entre 2005 et 2012, ont quasiment cessé.

Je voudrais souligner que les grandes sociétés canadiennes et internationales qui remportent du succès dans les sables bitumineux – par exemple, CNRL, Cenovus, la Compagnie Pétrolière Impériale, Suncor et Husky – continuent de prospérer.

D'autres sociétés, en revanche, sont touchées par ce ralentissement. Un facteur en est assurément la confusion et la méfiance liées à la capacité du Canada à avoir accès aux marchés internationaux à partir de sa côte ouest. Cela s'explique aussi par l'incertitude sur le désir réel du Canada d'investissements étrangers dans son secteur énergétique.

Une mesure de clarté est nécessaire et elle se révélerait bénéfique à deux égards.

Le Canada doit tout d'abord faire bien comprendre au monde qu'il est encore prêt à faire des affaires. Ce n'est pas une critique de la nouvelle politique du gouvernement. C'est plus une question de ton. Ce message, que le Canada est encore ouvert au monde, n'a pas été perçu par tout le monde. En fait, certains ont cru au contraire.

Nous devons, par conséquent, rassurer les entreprises d'État et leur faire comprendre qu'à moins de circonstances exceptionnelles leur présence est bienvenue et en fait appréciée.

Deuxièmement, j'ai appris au cours de mes voyages pour le compte de la Banque CIBC que d'importantes sociétés, dans des pays qui n'ont pas une économie de marché, veulent établir une plateforme au Canada pour leurs opérations mondiales dans l'énergie. Elles veulent installer leur siège social dans une démocratie occidentale stable. Elles veulent utiliser la technologie et les marchés du travail et financiers du Canada, et en tirer profit. Ce sont des occasions colossales, de classe mondiale pour le Canada. Elles font en outre partie de la transformation du marché de l'énergie qui est un événement exceptionnel.

Ces entreprises s'intéressent au Canada, mais craignent d'être rejetées. Elles redoutent certainement une confrontation embarrassante avec un gouvernement occidental. Et je peux vous le dire de mon expérience personnelle parce qu'elles me demandent mon avis puisqu'elles sont maintenant déconcertées par le Canada.

En tant que pays, le Canada ne doit pas se laisser intimider par la présence d'importantes sociétés d'État. Elles représentent une forme dominante de capital international, notamment dans le secteur énergétique. Le Canada a besoin de ces capitaux – à ses conditions bien sûr, mais il n'en a pas moins besoin. Si ces sociétés d'État ne réussissent pas à mettre une plateforme pour leurs opérations au Canada, elles le feront à Houston ou ici à Londres ou dans une autre capitale énergétique ou financière.

Même un bref examen de l'histoire canadienne illustre que le génie du Canada, un énorme pays avec une petite population, a été sa capacité à attirer des capitaux étrangers pour aider à l'exploitation de ses ressources.

Les Canadiens l'ont fait avec un enthousiasme qui nous a permis de nous doter d'un des niveaux de vie les plus élevés du monde, surpassant les taux de croissance économique de pratiquement toutes les autres démocraties occidentales pendant les dernières générations. À en croire l'OCDE, nous sommes en voie de continuer de le faire pendant les 50 prochaines années.

Ces investissements étrangers ont été attirés de tous les coins du globe et ils ont pris la forme de capitaux aussi bien privés que de capitaux de fonds souverains et de sociétés d'État, de pays démocratiques et non démocratiques.

À mon avis, rien de tout cela ne changera de sitôt, et ne devrait changer.

Il est important que le Canada prouve que ce n'est pas la propriété des capitaux étrangers investis dans ce pays qui l'inquiète. En effet, le principe directeur qui sous-tendait notre politique initiale à l'égard des sociétés d'État était de favoriser, au lieu de restreindre, le commerce et les échanges libres avec des pays émergents.

Je ferais remarquer en terminant que le secteur énergétique du Canada se trouve à la croisée des chemins. Au cours des dernières années, la technologie a complètement bouleversé les opinions courantes, ce qui s'est traduit par l'augmentation remarquable de la production de pétrole et de gaz aux États-Unis. L'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie en Amérique du Nord a par conséquent fondamentalement changé. En même temps, la demande augmente dans de nouveaux marchés en émergence.

Si les trois difficultés que j'ai mentionnées aujourd'hui peuvent être surmontées, si le Canada peut se garantir l'accès au marché dont il a besoin, mettre sur pied l'infrastructure nécessaire et continuer d'attirer des capitaux à l'échelle mondiale – le Canada en tirera considérablement profit et ce secteur restera une locomotive de la croissance au Canada.

Sans cette capacité d'exportation outre-mer, le Canada dans son ensemble ressentira les conséquences économiques d'un secteur pétrolier et gazier privé de son plein potentiel. Doté de cette capacité, cependant, le Canada pourrait passer, avec succès, de son rôle limité de producteur continental à celui de véritable fournisseur mondial de pétrole et de gaz naturel.

Le Canada doit essentiellement profiter des cinq prochaines années pour répondre à une série de questions :

Voulons-nous jouer un rôle à l'échelle continentale ou mondiale dans l'énergie?

Désirons-nous conclure des accords commerciaux avec une poignée de pays seulement ou avec plusieurs?

Voulons-nous avoir un seul partenaire dans le domaine de l'énergie – un qui se convertit de plus en plus en concurrent – ou en voulons-nous plusieurs?

Voulons-nous, pour ce qui est du capital mondial, nous ouvrir ou nous fermer au monde?

À la Banque CIBC, nous savons que la réponse à chacune de ces questions aidera à définir l'avenir énergétique du Canada.

En Alberta, terre des sables bitumineux, les Canadiens ont appris par expérience que le succès dans le pétrole et le gaz n'est jamais garanti, et que la prospérité n'est jamais un droit de naissance. Il exige de la prévision, des choix judicieux et de gros efforts. Et il exige que l'on passe aux actes en périodes de difficultés et aussi de bonnes possibilités.

Pour le Canada, c'est maintenant le bon moment.

Merci.